

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/25

9 décembre 1996

(96-5191)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

NOUVELLE-ZELANDE

Déclaration de M. Lockwood Smith
Ministre de l'agriculture, Vice-Ministre des finances

Cette première des réunions biennales de l'OMC est d'une importance capitale pour nous tous et il est essentiel qu'elle soit un succès.

Au cours des préparatifs de la réunion, le Directeur général M. Ruggiero a très utilement attiré l'attention de nos délégations sur l'importance fondamentale de l'OMC pour l'ensemble du système commercial multilatéral et sur la nécessité de regarder vers l'avenir en même temps que vers le passé.

Or, pour regarder vers l'avenir, il faut que toute organisation commence par définir clairement ses objectifs. Nous tous à l'OMC avons besoin d'un objectif clair. Nous devons nous attacher à créer un monde dans lequel les échanges commerciaux se feront librement, c'est-à-dire oeuvrer pour la libéralisation progressive et l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires, le rejet de toutes les formes de protectionnisme et l'élimination de tout traitement discriminatoire dans les relations commerciales internationales.

Dans ce monde-là, les règles du système commercial multilatéral ouvert et non discriminatoire s'appliqueront pleinement aux produits et aux services de tous les membres de l'économie mondiale. Ce sera un monde d'échanges commerciaux libres et ouverts au niveau multilatéral.

Maintenant que le terrain a été préparé, le succès dépend de nous. Et, pour ce qui nous concerne, la Nouvelle-Zélande sait clairement ce que nous devons faire.

Nous devons confirmer et concrétiser les engagements que nous avons pris au cours du Cycle d'Uruguay. Leur mise en oeuvre effective est essentielle pour le succès du processus dans lequel nous nous sommes engagés. La Nouvelle-Zélande a rempli ses engagements et attend de tous ses partenaires commerciaux qu'ils fassent de même.

Mais nous devons aussi regarder vers l'avenir et c'est pourquoi la Nouvelle-Zélande attache autant d'importance au programme de travail incorporé. Dans les différents accords conclus au cours du Cycle d'Uruguay, il est précisé quand les prochaines négociations ou les prochains examens devront avoir lieu. Dans la plupart des cas, ce n'est pas avant le début du siècle prochain. Nous respectons pleinement ces accords et ne proposons donc pas d'avancer les négociations.

Toutefois, si nous voulons assurer que le processus de négociation de l'OMC soit plus efficace que celui du GATT et montrer que nous avons tiré les leçons du passé, nous ne devrions pas attendre

l'an 2000 pour entreprendre le travail d'analyse et d'échange d'informations qui précède toute négociation. Ce processus doit être engagé dès l'an prochain. C'est ce que les Ministres réunis ici à Singapour doivent prescrire.

Il y a aussi certains problèmes laissés en suspens après le Cycle d'Uruguay que nous devons finir de régler: les négociations sectorielles sur les services, en particulier les télécommunications de base, les services financiers et les services maritimes. La Nouvelle-Zélande a soumis de nouvelles offres complètes basées sur le traitement NPF dans chacun de ces trois domaines mais a été déçue de voir que ces négociations avaient été ou bien différées ou étaient restées inachevées. Décidons aujourd'hui de les mener à bien.

Et, pendant que nous y sommes, prenons aussi la résolution de faire de réels progrès sur la question du commerce et de l'environnement. Nous sommes convaincus qu'il ne devrait pas y avoir d'antagonisme entre les règles du commerce et la protection de l'environnement, mais bien au contraire une synergie. En 1997, nous devons être en mesure de convaincre les peuples du monde que ce problème continue à être pris en compte sérieusement.

Certaines des questions dont nous discuterons cette semaine - comme la politique de l'investissement ou de la concurrence - sont parfois décrites comme "nouvelles". Mais elles ne le sont pas. Toutes deux sont déjà abordées dans les accords existants de l'OMC et font donc déjà partie du programme de travail incorporé. Personne ne suggère de négocier des disciplines à ce stade. Mais nous pensons qu'une discussion ouverte, dans une perspective éducative, nous aiderait à nous préparer aux négociations et aux examens auxquels nous nous sommes déjà tous engagés. Essayons de progresser dans ce domaine aussi.

Enfin, pour la Nouvelle-Zélande qui est un pays avec des intérêts commerciaux à l'échelle mondiale, la primauté du système commercial multilatéral est essentielle. Nous devrions nous appuyer sur un régionalisme ouvert pour assurer le maintien du dynamisme de l'OMC.

Mais il est important que les arrangements commerciaux régionaux soient à la fois complémentaires et en harmonie avec le système commercial multilatéral et il faudrait, pour notre part, que nous nous efforcions au sein de l'OMC d'élargir et de mondialiser les avantages des arrangements régionaux par une libéralisation plus poussée au niveau multilatéral.

Pour nous autres, membres de la région de l'Asie et du Pacifique, cette réunion à Singapour est symbolique - symbolique de l'attachement de notre région au système commercial multilatéral.

Monsieur le Président, j'adresse par votre intermédiaire mes remerciements au gouvernement de Singapour pour avoir accueilli cette importante réunion et je vous remercie personnellement de la détermination avec laquelle vous vous êtes attaché à en faire un succès.

Vous aurez peut-être remarqué que je n'ai pas utilisé une seule fois le mot "agriculture". Cela n'a pas été facile puisque je suis Ministre de l'agriculture mais je n'ai pas eu à le faire car nous avons commencé à intégrer pleinement l'agriculture dans le système commercial multilatéral. C'est la volonté de continuer à développer ce système qui nous a amenés tous ici à Singapour. Nous avons fait un bon début mais il nous faut maintenant persévérer.